

Le pouvoir aux travailleurs

19 MAI 2004

N° 106

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- COTE D'IVOIRE : LE POUVOIR VEUT CACHER SES RESPONSABILITÉS DANS LE DERNIER MASSACRE	1
- L'ETHNISME ET LA XÉNOPHOBIE DOIVENT ETRE CHASSÉS DES RANGS DES TRAVAILLEURS	2
- "BAVURE" POLICIÈRE	3
- LES INTEMPÉRIES NE SONT PAS LES SEULES RESPONSABLES DES ÉPIDÉMIES	3
- SICOR JACQUEVILLE : DÉBRAYAGE DES JOURNALIERS	4
- TRAVAIL DANGEREUX ET SOUS-PAYÉS DES JOURNALIERS SUR LA ZONE DE YOPOUGON	4 - 5
- LE PROFIT POUR LES UNS ET L'EXPLOITATION ET LE CHÔMAGE POUR LES AUTRES !	5
- LE CALVAIRE DES FILLES DE MAISON	5 - 6
- LE TRANSPORT: UN CASSE TÊTE POUR LES OUVRIERS	7
- NIGERIA : LES CONFLITS INTER RELIGIEUX SE MULTIPLIENT	8
- AFRIQUE DU SUD: DIX ANS APRES LA FIN DE L'APARTHEID	8 - 11

COTE D'IVOIRE : LE POUVOIR VEUT CACHER SES RESPONSABILITÉS DANS LE DERNIER MASSACRE

On se rappelle que quelques jours après les massacres du 25 et 26 mars dernier, Gbagbo, empêtré dans ses déclarations mensongères, avait fini par dire qu'il était prêt à recevoir sur place des enquêteurs de l'ONU pour établir la vérité sur l'ampleur des tueries et sur les responsabilités des uns et des autres. Il disait alors que les rumeurs selon lesquelles il y avait eu plusieurs centaines de morts étaient fausses. Quant à l'existence des "*forces parallèles*" et des "*milices armées*" composées de "*jeunes patriotes*" voici ce qu'il disait: "*Ces gens-là on en parle beaucoup, mais je ne vois rien*".

Les enquêteurs de l'ONU sont donc venus à Abidjan pour quelques jours. Ils ont interrogé des témoins, visité les morgues, recoupé les différents témoignages et conclu qu'il y a eu au moins 120 morts, 20 disparus et 274 blessés. Ils avouent que "*faute de temps*" ils n'ont pas pu vérifier les deux charniers dont ils soupçonnent pourtant l'existence, l'un à N'Dotré et l'autre à Akouédo. Ce qui laisse supposer que le nombre de tués est largement supérieur à 120 alors que les autorités ivoiriennes n'en ont dénombré que 37. Les rapporteurs affirment également que "*la marche du 25 mars a servi de prétexte à une opération soigneusement planifiée et exécutée par les forces de sécurité... ainsi que par les "forces parallèles", sous la direction et la responsabilité des plus hautes autorités de l'Etat*". Ces assassinats auraient été "*programmés à l'avance et visaient à l'évidence certains groupes communautaires, pour la plupart originaires du nord du pays*".

En effet, avant même que la marche ait lieu, très tôt le matin la plupart des quartiers populaires bien ciblés avaient déjà été envahis par des hommes armés jusqu'aux dents. A l'aide des avions et des hélicoptères, des grenades lacrymogènes étaient lancées jusqu'à l'intérieur des cours communes. A peines les habitants sortaient-ils de leur maison qu'ils étaient abattus comme des chiens, y compris des enfants.

La seule chose que le pouvoir a eu à dire sur ce rapport c'est qu'il s'agit d'une "*machination*", "*un montage grotesque de fausses preuves*". Il a même eu le culot de porter plainte contre ceux qui auraient fait parvenir les conclusions du rapport dans la presse. Il aurait voulu que cela reste secret. Mais personne n'a attendu les enquêteurs de l'ONU pour savoir qu'il y a eu des massacres et que les miliciens du FPI y ont largement participé.

De son palais présidentiel Gbagbo peut toujours dire qu'il n'a "*rien vu*" mais les habitants des quartiers populaires qui ont vécu ces deux jours d'enfer ne sont pas près de l'oublier. La responsabilité de ces massacres incombe au pouvoir en place. Et ce n'est pas la première fois qu'il procède ainsi. C'est lui qui commande les "*escadrons de la mort*". C'est lui aussi qui attise les haines entre les communautés ethniques.

Le calme qui semble revenu depuis n'est peut-être malheureusement qu'un simple répit. Les mêmes causes peuvent provoquer les mêmes conséquences. Tous les ingrédients sont encore présents et se sont même empirés. Le pouvoir en place veut diviser les populations pour mieux régner. Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à le suivre dans cette voie ni à se mettre derrière les partis qui luttent pour parvenir au pouvoir en véhiculant les mêmes poisons de l'ethnisme ou du régionalisme. Il est vital qu'existe au sein de la classe ouvrière des éléments conscients des intérêts communs de l'ensemble des travailleurs et de la population laborieuse pour promouvoir une autre politique que celle des politiciens qui veulent les entraîner dans des guerres fratricides.

<p>L'ETHNISME ET LA XÉNOPHOBIE DOIVENT ETRE CHASSÉS DES RANGS DES TRAVAILLEURS</p>

Aujourd'hui, dans notre pays, toutes les conditions d'une guerre inter-ethnique sont suffisamment réunies pour que le pays bascule dans la barbarie. Or toutes les ethnies de ce pays vivaient en parfaite cohabitation et réussissaient à régler les conflits entre elles. Mais depuis quelques années de simples différends se sont transformés en massacres avec des villages et des campements brûlés, des plantations dévastées, entraînant l'exode des populations entières. On pourrait citer ainsi les conflits entre Guéré et Baoulé en 1997 dans la région de Duékoué, entre Abouré et M'batto dans la région de Bonoua et d'Alépé. En 1998, le massacre des Bozo par des Agni, à Anyamé. En 1999 à Tabou entre communauté Burkinabé et Kroumen. La liste de tels conflits graves ayant entraîné des massacres est longue. On peut juste la clore provisoirement en rappelant la barbarie xénophobe, anti-Dioulà qui s'était abattue à Abobo et dans d'autres quartiers au lendemain des élections présidentielles de 2000. Depuis cette époque la flambée ethnique n'a cessé de monter. Elle a été alimentée par les brutalités et le racket des forces de l'ordre, elles-mêmes contaminées par ce poison de l'ethnisme. Elles n'hésitent pas à

défoncer les portes pour piller les biens des pauvres gens des quartiers populaires. Les gens en uniforme accompagnés de milices politico-ethniques se sont illustrés encore récemment dans leur haine meurtrière en tirant à balles réelles sur la marche du 25 mars dernier. La chasse à l'homme ne s'est pas limitée aux seuls manifestants. Des gens ont été assassinés surtout nuitamment. Le seul tort des victimes était d'être originaires du Nord ou d'être des ressortissants burkinabés ou maliens.

L'avenir pour les masses laborieuses d'Afrique n'est ni dans le maintien des frontières héritées de la colonisation ni dans le morcellement supplémentaire que voudraient imposer ceux qui s'y opposent au nom du tribalisme ou de l'ethnisme. Ce sont des sentiments de bassesse et de retour en arrière vers une époque révolue. Personne ne peut ignorer jusqu'où ces sentiments sur lesquels s'appuient certains prétendants au pouvoir peuvent conduire. Au Rwanda, en Sierra Leone et au Libéria des pogromes ont eu lieu.

Voilà pourquoi il faut combattre, chasser des rangs des travailleurs tous les démagogues qui jouent sur l'ethnisme et le nationalisme.



L E U R S O C I E T E

“BAVURE” POLICIÈRE

Du lundi 03 au mercredi 05 mai dernier, les chauffeurs des mini cars appelés “*gbaka*” ont observé un arrêt de travail sur les lignes de Yopougon-Adjamé et Abobo-Adjamé. Cette grève était encore due à une bavure policière dans la commune de Yopougon. Ces hommes en treillis à la gâchette facile, n’hésitent plus à tirer quand un chauffeur de “*gbaka*” ou de taxi “*woro-woro*” refuse de leur donner les 500F qu’ils exigent à chaque barrage.

Tuer un chauffeur de “*gbaka*” ou de taxi est devenu un fait banal aujourd’hui parce que ces hommes en treillis ne sont jamais punis de leurs crimes.

Et ce ne sont pas aussi les quelques débrayages des chauffeurs qui ne durent que le temps qui permet aux responsables syndicaux d’aller serrer la main d’un ministre ou d’un haut responsable de l’Etat, qui mettront fin à ces assassinats.

LES INTEMPÉRIES NE SONT PAS LES SEULES RESPONSABLES DES ÉPIDÉMIES

Depuis près d’un an, la ville d’Abidjan croupit sous le poids des ordures ménagères. Les maires des différentes communes et le président du district d’Abidjan se rejettent mutuellement les responsabilités. Manifestement, l’Etat, s’il trouve de l’argent pour payer de l’armement et des Mercedes grosses cylindrées pour ses ministres, se désengage totalement sur l’insalubrité publique dans les quartiers pauvres. Les sociétés de ramassages quant à elles, en profitent pour ne pas

payer le salaire de leurs employés qui sont régulièrement en grève. Et pendant que ces messieurs tournent en rond en se rejetant les responsabilités, les ordures s’entassent de plus en plus. Avec l’arrivée de la saison des pluies, des inondations draineront des déchets dans les quartiers pauvres où il n’existe pas d’égouts. Les conséquences, on le sait d’avance. Ce sont des épidémies de choléra, de fièvre typhoïde et autres maladies qui feront des centaines de morts.

L E U R S O C I E T E

SICOR JACQUEVILLE : DÉBRAYAGE DES JOURNALIERS POUR SALAIRE EN RETARD

L'usine SICOR de Jacquville est spécialisée dans la transformation de noix de coco. Elle produit surtout du coco râpé destiné exclusivement à l'exportation, utilisé par exemple dans la fabrication des chocolats "*Bounty*". Dans cette usine travaillent de nombreux journaliers.

Le 13 de ce mois, la dernière quinzaine du mois d'avril n'avait toujours pas été payé. Il a fallu que les journaliers arrêtent le travail durant deux jours avant que la direction daigne les payer, les conséquences s'étant fait sentir sur la production.

Le travail dans cette usine est particulièrement pénible. C'est dans des conditions de travail archaïque, digne de "*Germinal*" que travaille la grande

majorité de ces ouvriers. L'exemple le plus patent est celui des "*decoqueurs*". Ce sont ces ouvriers chargés de séparer l'amande de la coque. Ils sont Munis d'une masse tranchante ressemblant à un couteau, avec lequel ils doivent travailler 1500 noix correspondant à 800 Kg de noix pour percevoir 1.800 Fr de paie journalière. Dans cette course pour le "*rendement*", les "*accidents de travail*" sont particulièrement nombreux.

Le patron se réfugie derrière le fait que le kilogramme de coco-râpé est vendu sur le marché mondial à un prix dérisoire de 440 Fr CFA pour maintenir des mauvaises conditions de travail et des bas salaires. Mais, comme tout patron, ce ne sont pas les prétextes qui leur manque

TRAVAIL DANGEREUX ET SOUS-PAYÉS DES JOURNALIERS SUR LA ZONE DE YOPOUGON

Voici une petite histoire qui décrit un peu la vie de journalier sur la zone de Yopougon. Pour tous ceux qui ont l'habitude de fréquenter les zones industrielles, ils remarquent que chaque matin il y a des attroupements devant les usines. Ce sont des travailleurs au chômage ou des personnes en quête de travail. Les patrons profitent du

chômage massif pour effectuer au plus bas prix les travaux les plus pénibles et les plus dangereux. Le cas de deux journaliers illustrera bien ce qu'est la vie de ces travailleurs.

Le vendredi matin ils ont la "*chance*" d'être recrutés devant une usine de la zone. Pour une maigre somme de 1500 francs ils doivent

L E U R S O C I E T E

nettoyer une cuve qui doit servir à stocker de l'huile. Mais ce salaire de misère est encore trop pour le patron. Arrivés sur les lieux du travail les deux journaliers sont contraints de nettoyer une deuxième cuve sans supplément de salaire. Ils essayent de protester mais

en vain. Les patrons non seulement les réprimandent et les grondent, mais en plus ils les obligent à nettoyer tout le pourtour des cuves.

C'est ça être journalier et sans protection, on est le jouet des caprices des grands et petits patrons.

LE PROFIT POUR LES UNS ET L'EXPLOITATION ET LE CHÔMAGE POUR LES AUTRES!

"La librairie de France" vient de licencier 102 travailleurs. Ce sont 102 familles de plus sans ressources!

La situation de guerre que vit le pays est un prétexte pour les entreprises pour licencier. Sous l'argument que les affaires vont mal, que rien ne marche, des milliers de travailleurs sont ainsi jetés à la rue.

Les capitalistes profitent du contexte politique pour licencier à tour de bras, pour maintenir ou même augmenter leur

profit. Combien d'entreprises actuellement avec peu de personnel ont gardé la même production si elles ne l'ont pas augmenté, aggravant du même coup l'exploitation des travailleurs qui ont le *"privilège"* de garder leur emploi?

Dans cette société, quand les affaires vont bien, ce sont les capitalistes qui empochent les bénéfices. Mais quand ça ne va pas, ce sont les travailleurs qui paient!

LE CALVAIRE DES FILLES DE MAISON

Voici l'histoire d'une de ces filles venues la semaine dernière se plaindre à la sous direction de l'inspection de travail d'Adjamé :

"Je travaille nuit et jour pour ma patronne depuis deux ans. Elle me paie un salaire de 15000F par mois.

"Autre jour, elle a trouvé que je ne travaille plus assez. Je lui ai répondu que c'est parce que je suis malade il y a de cela plus d'un mois et, c'était pour cette raison que je vous ai demandé un

repos d'au moins une semaine pour rentrer en famille et me soigner.

"Elle m'a tout simplement répondu que c'est parce que j'ai plus envie de travailler que je joue à la paresse. Il commençait à pleuvoir et elle m'a dit de prendre mes bagages pour partir.

"Sa petite soeur lui a dit que ce qu'elle fait n'est pas bon, surtout mettre quelqu'un dehors sous la pluie après deux ans de service.

"Elle a répondu à sa petite soeur

L E U R S O C I E T E

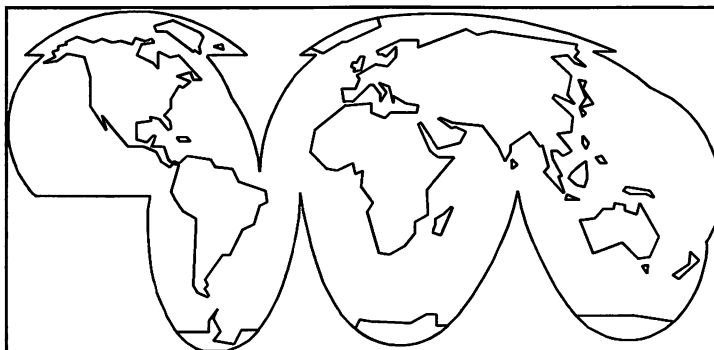
que pendant les deux ans, je percevais un salaire et que le jour où elle n'a plus besoin de moi, pluie ou pas pluie je dois partir. Et elle est restée sur sa décision. Je suis quittée chez elle sous cette pluie battante."

Ces esclaves à tout faire qu'on appelle hypocritement les "*filles de maison*" vivent des conditions de travail les plus dégradantes. Elles travaillent 24 heures sur 24 heures. Comme on le dit, elles sont vraiment des "*bonnes à tout faire*". C'est à elles de faire la cuisine, la lessive, d'accompagner les enfants à l'école, de s'occuper du bébé, de laver la voiture du patron, de la patronne si elle en a. C'est encore à

elles de faire le marché, de vendre entre midi et deux les petits objets de madame: bonbon, l'eau glacée, bissap, gnamakoudji etc. Comme elles dorment souvent sur leur lieu de travail, pour ne rentrer en famille qu'une seule fois par mois, elles dorment avec le nouveau-né se substituant ainsi à la mère. Et elles doivent se réveiller autant de fois dans la nuit pour changer les couches.

Mais là encore c'est dans le meilleur des cas, car souvent elles sont aussi des "*bonnes à coucher*" de leur patron ou des enfants des patrons. A tout cela il faut ajouter des brimades qu'elles subissent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE TRANSPORT: UN CASSE TÊTE POUR LES OUVRIERS DES ZONES INDUSTRIELLES

J.F et son oncle habitent tous les deux à Abobo et travaillent, l'un comme journalier-manoeuvre, l'autre comme machiniste sur la Zone Industrielle de Vridi. J.F est célibataire sans enfant. Son oncle, lui, est marié et père de plusieurs enfants. Le lundi quand ils vont au travail, ils ne reviennent qu'en fin de semaine. Ils se débrouillent comme ils peuvent, soit chez des amis, soit sur leur lieu même de travail et passent ainsi toute la semaine sur la ZI. S'il en est ainsi, c'est parce que le coût du transport est insupportable pour eux. Le déplacement quotidien absorberait le maigre revenu qui devait être apporté à la maison. Et ce n'est pas un cas

particulier. La grande majorité des ouvriers des Zones Industrielles de Yopougon, de Vridi, de Marcory ou de Koumassi sont confrontés au même problème de transport. La plupart de ces ouvriers habitent des quartiers qui ont fleuri sur le périphérique d'Abidjan. C'est souvent 600 fr à 1000 Fr qu'il leur faut dépenser chaque jour pour se rendre à leur lieu de travail. Avec des salaires variant entre 50.000 Fr et 80.000 Fr, il ne leur est donc pas permis d'effectuer le va et vient journalier entre leur lieu de travail et leur domicile. Donc ceux qui le peuvent se tapent des Km à pieds, ou dans le cas contraire font comme J.F et son oncle.

SAISON DES PLUIES SUR LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON

La zone industrielle de Yopougon est l'un des lieux de la capitale où s'entassent des industries de toutes sortes. La plupart de ces usines appartiennent à des capitalistes français ou libanais. L'une des particularités de cette zone c'est qu'à la moindre pluie toutes les rues sont inondées. Si cela coïncide avec la descente des travailleurs alors c'est la galère. Il faut se déchausser et patauger dans des eaux de ruissellement qui peuvent vous

arriver jusqu'aux genoux. Attention aux bouches d'égouts et à se faire emporter. Ainsi va la vie sur la zone. Ces messieurs qui ont leurs usines se fichent d'assainir les lieux. Leur cervelle de capitaliste prend cela comme des dépenses inutiles, même si la sécurité des travailleurs en dépend. De toute façon eux ne risquent point de se faire emporter, ils ne sont jamais sur la zone et quand il leur arrive d'y être c'est à bord de véhicule toute sécurité.

NIGERIA : LES CONFLITS INTER RELIGIEUX SE MULTIPLIENT

Depuis le début du mois de mai plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort à Yelwa, localité située dans l'Etat du Plateau (centre du pays), et Kano, ville à majorité musulmane située dans le Nord. Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 130 millions d'habitants, est presque coupé en deux. Le Nord, zone habitée par des éleveurs et des nomades est à majorité musulmane. La région du Sud est traditionnellement agricole; ses habitants sont majoritairement chrétiens ou animistes. On estime à 10 000 le nombre total des Nigériens tués lors des violences à caractère ethnique ou religieux depuis ces cinq dernières années.

Le gouvernement fédéral n'a jamais porté secours aux victimes des exactions perpétrées par les milices respectives liées à chacun des camps. Des exodes massifs de populations innocentes ont lieu actuellement dans les deux sens, sans qu'aucune solution ne soit envisagée.

Les périodes de mauvaise récolte ou de sécheresse de ces dernières

années n'ont fait qu'aggraver les tensions entre les éleveurs d'un côté et les agriculteurs de l'autre. La manne pétrolière est en diminution. Mais de toute manière une partie de ses retombées sont accaparées par une minorité de privilégiés proches du régime et liée aux multinationales. Ce sont elles qui ont mis main basse sur l'essentiel des richesses dégagées par l'or noir.

Obassanjo, le président actuel, est un ami des grandes puissances. Du moment que le pillage des ressources peut continuer, les dirigeants des grandes puissances ferment les yeux sur ce qui se passe à l'intérieur du pays. Le pillage capitaliste n'est pas incompatible avec le développement de la barbarie. Ce serait même d'une certaine façon complémentaire. Tant que les gens pauvres sont occupés à s'entre-tuer sur des bases ethniques ou sur des bases religieuses il leur est impossible de réaliser une quelconque union entre eux face aux rois du pétrole et de la finance qui ne font que piller les richesses.

AFRIQUE DU SUD: DIX ANS APRES LA FIN DE L'APARTHEID

Le 25 avril 1994, les premières élections, avec le droit de vote pour l'ensemble de la population sans distinction de couleur, mettaient fin à un demi-siècle d'apartheid en Afrique du Sud.

Le régime d'apartheid était un système ignoble basé sur la discrimination raciale. Il a été instauré en 1948 par les politiciens afrikaners du

Parti National pour préserver les privilèges des "*petits Blancs*". Mais la grande bourgeoisie capitaliste, particulièrement celle qui avait prospéré dans les mines d'or et de diamant, y avait aussi trouvé son compte dans la mesure où ce système lui permettait de justifier les plus bas salaires pour l'écrasante majorité des travailleurs. La population était étiquetée en fonction de

sa soi-disant race. Au sommet se trouvaient les blancs, suivis des métis et des indiens. Tout en bas se trouvaient les noirs. Ceux-ci n'avaient pas le droit d'habiter à l'intérieur des villes mais dans des réserves. Les travailleurs dont les patrons blancs avaient besoin en permanence étaient logés dans des "townships", sorte de ghettos-dortoirs composés de baraques toutes semblables.

Il y avait aussi des travailleurs "migrants". Ils étaient parqués dans des hôtels réservés les uns aux femmes, les autres aux hommes. Ils étaient renvoyés dans les réserves s'ils n'avaient pas de travail. Chacun était tenu de présenter un "pass" (sorte de passeport) pour justifier sa présence dans le lieu où il se trouvait. Par la suite ces réserves ont été appelées "Bantoustans" ou "Homelands".

C'est ce système politique dictatorial basé sur la violence raciste qui a permis à la bourgeoisie sud-africaine de réaliser son "miracle économique". Mais l'expansion économique allait entraîner un développement énorme de la classe ouvrière et l'urbanisation de millions de Noirs. Dans le début des années 1970, des intellectuels noirs et blancs révoltés par ce système ont mené un travail souterrain au sein des classes pauvres. Cela se traduisit par une spectaculaire explosion sociale de la classe ouvrière en 1976. La grève s'est étendue à des milliers d'ouvriers noirs et indiens à Durban puis dans le Natal où 160 grèves ont mis en mouvement 60 000 travailleurs. Des augmentations de salaire importantes furent arrachées. Ce qui faisait aussi la force du mouvement, c'était son organisation. Malgré la répression et l'interdiction officielle, de nombreuses organisations syndicales indépendantes et des partis politiques

non inféodés, ont réussi à mener une activité clandestine et une certaine coordination des mouvements.

En 1976 à Soweto, la jeunesse scolarisée noire se rebella contre l'obligation de suivre une partie des cours en Afrikaans à la place de l'Anglais. La police tira à balles réelles contre les manifestations des jeunes lycéens appuyés par leurs parents.

A partir de 1979, de nombreuses grèves de travailleurs ont réussi à imposer la reconnaissance des organisations syndicales indépendantes. Le nombre d'adhérents des syndicats noirs bondit de 70 000 en 1979 à plus de 400 000 en 1983. Au cours de cette année les émeutes dans les townships ne se contaient plus. La répression et les tortures ne suffisaient plus à ramener le calme. Le régime organisa des élections de députés pour mettre en place des assemblées (sans pouvoir) métisse et indienne. Cette misérable tentative de division fut un échec pour le pouvoir: la participation électorale fut insignifiante. Les travailleurs métisses et indiens seront désormais partie intégrante des luttes de la population noire.

Fin octobre 1984, la région de Transvaal était ravagée par les émeutes quand l'ensemble des organisations anti-apartheid appelèrent à une grève générale dans la région pour le 5 et 6 novembre. La répression fut féroce. La police torturait en masse y compris les blessés par balle emmenés à l'hôpital.

Tant que ce système ségrégationniste permettait aux magnats de la mine, et derrière eux la bourgeoisie impérialiste, de faire des fortunes immenses ils s'en accommodaient parfaitement malgré les déclarations prétendument humanistes d'un certain nombre d'entre eux. Mais à partir du

moment où la perpétuation de l'apartheid devenait une menace pour leurs intérêts dans la mesure où des révoltes éclataient un peu partout, ils commençaient à faire pression sur le pouvoir politique afin qu'il lâche du lest quitte à abandonner les oripeaux de la ségrégation raciale. Ce n'est pas par hasard que c'est à la suite de ces grandes grèves que les trois plus importantes associations de patrons ont condamné l'attitude féroce de la police. Elles ont mis en garde le pouvoir contre son attitude susceptible de précipiter le pays vers une situation incontrôlable. La visite d'Edward Kennedy en 1985 à Desmond Tutu, l'archevêque anglican noir, prix Nobel de la Paix, fut l'occasion pour de nombreux notables (parmi eux des hommes d'affaire) d'adopter des prises de position contre les excès du régime. Les plus lucides d'entre eux préconisaient même que les dirigeants de l'Etat engagent des négociations avec l'ANC.

L'appareil d'état ne devenait pas plus clément mais il ne réussissait plus à instaurer l'ordre. Des habitants des townships de la région de Port Elisabeth, en grève des loyers depuis de longs mois, ont franchi un nouveau cap: ils se sont organisés en comité de lutte. Après la démission des conseillers municipaux, ce comité a réussi à gérer le ghetto noir. Cette lutte était dirigée par l'UDF, un regroupement vaste englobant des organisations politiques, syndicales, religieuses et associatives multiformes. L'âme de L'UDF était L'ANC.

Le régime souffla le chaud et le froid. La bestialité dont faisaient preuve les forces de répression à l'occasion des insurrections ne faisait qu'amplifier la détermination des insurgés et alimenter de nouveaux foyers de luttes. Pour obtenir un petit répit, le régime dut procéder à des reculs et à faire des

concessions. Le système des "pass" fut abandonné. Dorénavant rien ne sera plus comme avant. Les mouvements de 1984-1986 ont marqué un point de non-retour. En 1989 le régime tente de désamorcer un peu plus la situation en multipliant des réformes portant sur des points mineurs. C'est ainsi qu'il annonce la déségrégation des plages, des transports, des lieux publics. Les entrées séparées pour blancs et noirs à la poste, les bancs publics différents, c'est fini. Le "petty apartheid" (apartheid mesquin) était supprimé, mais les zones de résidence différentes pour les prétendues différentes races, ainsi que toutes les autres formes de ségrégation étaient maintenues.

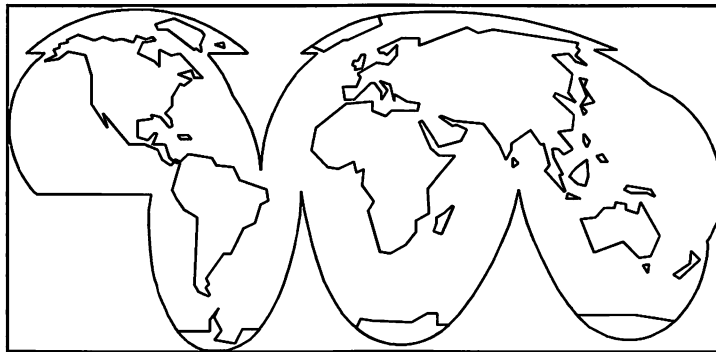
A partir de ce moment, les dirigeants du parti au pouvoir et ceux de l'ANC vont mener des négociations en vue de mettre fin à la situation d'instabilité sociale qui menaçait d'embraser toute l'Afrique australe. Les dirigeants de l'ANC se prêtèrent volontiers à cette politique. En tant que nationalistes conséquents, ils n'avaient jamais eu d'autres ambitions que celle d'ouvrir le chemin au développement d'une bourgeoisie noire dans le cadre d'une Afrique du Sud intégrée dans le marché capitaliste mondial. La majorité noire de la population a aujourd'hui le droit de vote. Elle a aussi la possibilité de voir un certain nombre de ses prétendus "frères de race" accéder à des privilèges jadis réservés aux seuls blancs pendant que la moitié de la population est réduite à survivre avec 2 dollars par jour.

Dans cette longue lutte contre l'apartheid, le peuple sud-africain a montré une grande combativité, plus particulièrement le prolétariat noir des grandes villes, des mines et des industries qui constituaient le plus gros des forces combattantes. Mais il n'était

pas lui-même en tant que classe distincte à la tête de la lutte. Il lui manquait un parti propre lui, susceptible de donner une autre perspective que celle nationaliste préconisée par l'ANC. Les dirigeants de ce parti viennent de

fêter avec faste, en présence de nombreux dictateurs, les 10 ans de fin d'apartheid. Pour la classe ouvrière la lutte pour mettre fin à l'apartheid social dont elle est la principale victime avec la complicité de l'ANC, reste à mener.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.